



La gouvernance économique mondiale depuis 1944

version : mars 2018

- **Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'Europe industrialisée est au cœur d'une nouvelle phase de la mondialisation.** Les puissances coloniales françaises et britanniques importent des matières premières de leurs colonies et exportent des produits manufacturés. Le chemin de fer et le bateau permettent une hausse sensible du commerce dans le monde. Dans ce contexte, le Royaume-Uni adopte le libre-échange en 1846 et organise la première Exposition universelle (1851). Des organisations inter-étatiques sont fondées : l'Union internationale du télégraphe (1865), l'Union générale des Postes (1874).
- Le retour du protectionnisme a souvent été considéré comme une cause parmi d'autres de la Première Guerre mondiale. **En 1919, la SDN est fondée pour reconstruire la paix en misant sur la sécurité collective et la coopération économique.** Elle organise ainsi la Conférence financière internationale de Bruxelles en 1920. On fonde alors l'Organisation économique et financière, composée d'experts financiers, de banquiers, d'hommes d'affaires, qui cherche à étudier le monde économique et réfléchir sur les problèmes d'inflation, de taux de change, etc.
- **Ces efforts de coopération sont ruinés par la crise de 1929.** Les Etats choisissent de dévaluer leur monnaie pour rester compétitifs et reviennent au protectionnisme, ce qui entraîne l'effondrement du commerce mondial dans les années 1930.
- L'idée d'une coopération entre États pour organiser la société internationale n'est pas nouvelle mais elle ne débouche sur aucune réalisation concrète avant la création en 1919 de la Société des Nations (SDN). L'échec de l'institution genevoise ne met pas fin à cette ambition. Au contraire, **l'après Seconde Guerre mondiale marque une étape majeure dans la prise de conscience de la nécessité d'une échelle mondiale de gouvernement.** Tirant les leçons des erreurs de leur politique des années 1930 qui les avaient amenés à refuser d'assurer le leadership de l'économie mondiale et à se replier sur leur continent, les États-Unis entreprennent de 1944 à 1948 la mise en place d'un ensemble d'institutions qui garantiraient la paix (ONU), la prospérité économique et la stabilité financière (FMI) et le progrès social (Banque mondiale, institutions spécialisées de l'ONU). La logique du système reste celle du multilatéralisme classique fondé sur un fonctionnement interétatique.
- **Depuis une vingtaine d'années cependant, on tend à développer le concept de gouvernance** qui induit l'idée de mettre en place un nouveau système de régulation internationale dépassant l'action des seuls Etats pour régler efficacement et collectivement (avec des institutions internationales, des FTN, des ONG, etc.) les problèmes mondiaux : *« Concept aux contours incertains, la gouvernance pourrait être définie comme l'aspiration des nations et des peuples à gérer et réguler ensemble, dans l'intérêt général, les problèmes issus de la mondialisation. [...] Pour qu'il y ait une véritable gouvernance*



mondiale, encore faudrait-il qu'il existe un espace public mondial. Or celui-ci, à de rares exceptions près, n'existe pas. » (Thérèse GASTAUT, ancienne directrice au département de l'Information des Nations unies, entretien dans *Questions internationales*, n°43, mai-juin 2010).

Problématique : Dans quelle mesure la mise en place d'un système économique mondial depuis la conférence de Bretton Woods (1944) a été malaisée du fait des transformations et bouleversements économiques mondiaux, des politiques et des situations nationales ?

I] La réorganisation du système économique mondial après la Seconde Guerre mondiale (1944-1973)

A) La conférence de Bretton Woods (juillet 1944) : mettre fin aux désordres économiques

-Un monde et des économies bouleversés par la guerre

- Dans la plupart des pays ayant participé à la Seconde Guerre mondiale, **les économies sont exsangues à la fin du conflit :**
 - > moyens de productions anéantis par la guerre
 - > la transition « économie de guerre »/situation normale est difficile
 - > les marchés sont désorganisés
 - > il y a un manque de main d'œuvre

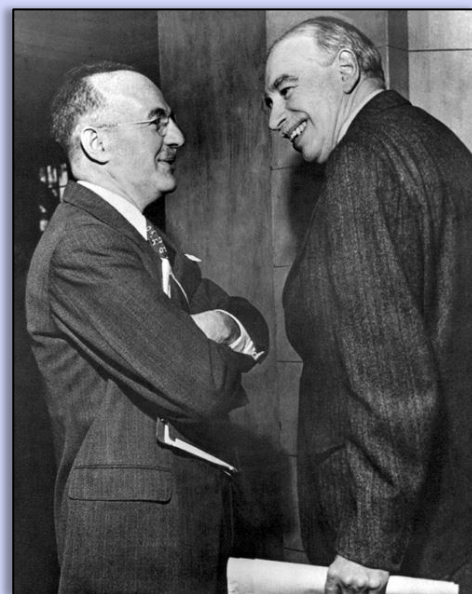
- **Le centre de gravité économique n'est plus en Europe :** la livre sterling, outil de la puissance britannique désormais ruinée, ne peut plus rivaliser avec le dollar américain.

- L'URSS, mais surtout les États-Unis, deviennent les deux géants de l'après-guerre. **Arsenal des démocraties, les États-Unis sont la plus grande puissance économique en 1944 :**
 - le conflit a stimulé l'industrie américaine, en particulier l'industrie lourde
 - en 1944, 60% des produits fabriqués dans le monde le sont aux États-Unis
 - les États-Unis sont les premiers producteurs mondiaux de charbon et de pétrole
 - ils détiennent alors plus de 70 % du stock d'or mondial



-Mettre en place un « capitalisme organisé » (John M. KEYNES)

- **Le keynésianisme** est une doctrine économique fondée sur l'intervention d'un État fort dans l'économie afin de corriger les failles du marché. Elle considère que la relance économique passe par la consommation : il faut donc stimuler la demande.
- En 1941, Harry Dexter WHITE (1892-1948), un Haut-fonctionnaire du Trésor américain, est chargé par le président ROOSEVELT de dresser un plan de réforme du système monétaire international. **C'est le « plan White » qui va servir de base aux négociations de la conférence de Bretton Woods.**
- **Le plan de l'économiste britannique John Maynard KEYNES (1883-1946)** est rejeté par les États-Unis car il visait à créer un gouvernement économique mondial (diminuant ainsi l'indépendance des États). En effet, KEYNES était favorable à l'émission d'une monnaie internationale fictive – le « bancor » – émis et géré par une Banque mondiale indépendante et dotée des pouvoirs d'une banque centrale
- **Bretton Woods s'inspirera tout de même des idées de KEYNES**, en particulier l'importance « d'organiser le capitalisme » en fixant des règles pour éviter les dérives des marchés.
- **La conférence est pressée par les États-Unis pour des raisons économiques et commerciales.** Pour garantir leur équilibre économique après la fin du conflit, ils doivent assurer des débouchés à leur production, ce qui passe par une remise en ordre du système économique et des économies ruinées.



Harry Dexter WHITE (à gauche) et John M. KEYNES en 1946

-44 pays réunis à la conférence monétaire internationale de Bretton Woods

- La reconstruction économique se prépare avant la fin des combats car la conférence s'ouvre en juillet 1944 (un mois après le Débarquement, plus d'un an avant Hiroshima). **Déjà, en 1941, la Charte de l'Atlantique stipulait que la paix ne peut être garantie que par un ordre économique mondial soutenant la croissance et le développement du commerce international.**
- Ici, **les 730 délégués des 44 nations** (dont l'Iran, l'Égypte et la Chine ; l'URSS, sollicitée, ne participe pas) se réunissent aux États-Unis (au Mount Washington Hotel de Bretton Woods, dans le New-Hampshire, au nord-est des États-Unis) et souhaitent bâtir une coopération internationale solide, en tirant les leçons du protectionnisme et de la crise des années 1930 (krach boursier), considérés comme cause de la guerre encore en cours.

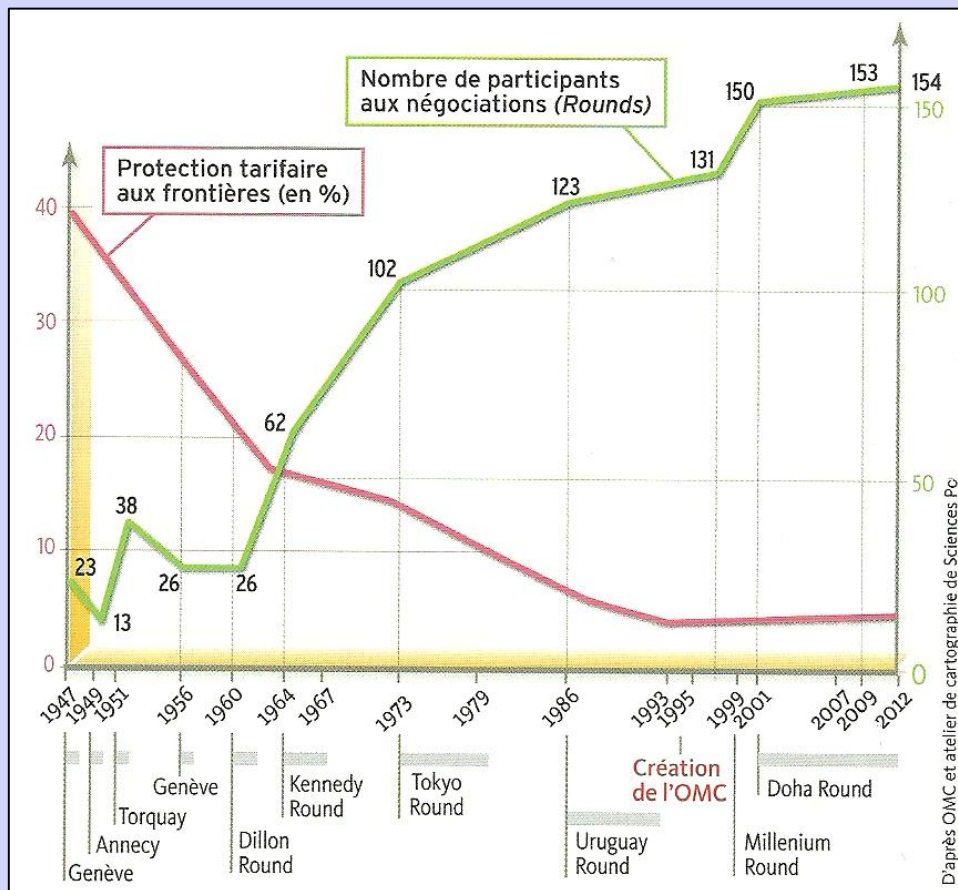


- **Les participants s'entendent sur la nécessité d'assurer une stabilité monétaire mondiale** – le dollar est choisi comme monnaie de référence – pour garantir une croissance économique internationale indispensable au maintien de la paix mondiale. Le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Hans MORGENTHAU, ajoutera deux autres principes directeurs : **accroître le libre-échange** (source de paix) et **favoriser la coopération économique internationale**.
- **Les accords sont signés le 22 juillet 1944** : ils prévoient un système monétaire basé sur l'étalon-dollar-or (*Gold Exchange Standard* – monnaie de référence indexée sur l'or : 1 once d'or, soit 30 g = 35 \$) et des taux de change fixes entre monnaies. Le libre-échange doit être un fondement des relations commerciales et économiques. Il faudra attendre 1958 pour que le régime de la convertibilité des monnaies soit à peu près mis en place.
- **Un plan d'aide à la reconstruction des pays dévastés** par la guerre figure aussi dans les accords.

B) Un nouveau système qui repose sur des institutions internationales multilatérales

-Réglementer les marchés : de l'OIC au GATT

- D'après les accords, **une Organisation internationale du commerce (OIC) devait assurer la régulation des marchés en favorisant une diminution des droits de douane (libre-échange)**. Le Sénat américain, hostile à la forme supranationale de l'institution proposée par l'ONU, refuse de ratifier sa création par la charte de La Havane (1947). Les Américains refusaient ainsi une telle institution dans la mesure où celle-ci serait contrôlée par les Nations unies. .
- Finalement, c'est un accord tarifaire, **le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*)**, qui va se substituer au projet d'OIC (1947). Il s'agit donc d'un accord qui oblige les pays membres à ne pas augmenter leurs taxes douanières, voire à les baisser à la suite de négociations multilatérales (les « rounds »). 23 pays (qui représentent 80 % du commerce mondial) sont concernés en 1947, 80 en 1971 : les taxes douanières passent de 40 % en 1947 à 15 % en 1971



- Parallèlement, l'ONU met en place des organisations économiques chargées de favoriser le libre-échange comme la FAO (Food and Agriculture Organization, 1945).

-Réguler l'activité économique et financière : le FMI

- Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution internationale unique, indépendante des États, mais qui **n'est pas une banque centrale**.
- Il doit **veiller à assurer la fixité des parités monétaires** (égalité de la valeur des changes de monnaies) au sein du nouveau système économique : chaque pays déclare officiellement la parité or-dollar de sa monnaie et s'engage à maintenir la valeur de celle-ci dans une fourchette de plus ou moins 1 %.
- **Le FMI aide les pays-membres à maintenir cette parité grâce à une caisse**, alimentée par les membres en proportion de leur PIB (31,2 % des fonds provient des États-Unis, 5 % de la France).

-Redistribuer et diminuer les inégalités : la Banque mondiale

- Créée en décembre 1945 sous le parrainage de l'ONU, **la Banque mondiale regroupe 5 organisations en charge de l'aide internationale vers les pays les plus pauvres**.



- **Par exemple, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** a pour mission d'aider les pays détruits par la Seconde Guerre mondiale à se reconstruire. Elle est initialement concurrencée par le Plan Marshall (1947)

- **La Banque mondiale finance d'abord des infrastructures** (barrages, voies ferrées...) puis, après 1968, accorde davantage de prêts sans intérêts pour améliorer les systèmes d'éducation et de santé

- **Dans les années 1960, l'ONU crée 2 nouvelles organisations pour assister les pays pauvres :**
 - la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964 : le but est de faciliter l'accès des produits des pays en développement aux marchés des pays industrialisés

 - le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) en 1965

C) Un système dominé par les États-Unis : une coopération limitée dans le contexte de guerre froide

-Le dollar comme étalon monétaire, symbole de la domination américaine

- **Avant 1914, le système monétaire international reposait sur l'étalon-or** : les monnaies pouvaient être échangées contre un poids fixe d'or. Cette possibilité garantissait leur valeur et inspirait confiance.

- Après la Première Guerre mondiale, certains pays n'ont plus assez d'or. **Un nouveau système est mis en place en 1922** : les monnaies fortes (des pays ayant assez d'or), convertibles en or, soutiennent l'émission des autres monnaies (celles des pays dépourvus d'or).

- **La crise des années 1930 fait éclater le système** : les États qui disposent d'une monnaie forte suspendent sa convertibilité en or.

- En 1944, **les Accords de Bretton Woods tentent de recréer un système stable autour du dollar, seule monnaie « forte » convertible en or en 1944.**

- En fait, **l'appellation « dollar »** est une déformation du nom d'une monnaie d'argent européenne, le thaler, émise en Bohême et dans des États allemands. Le premier billet à avoir été imprimé sur le sol américain date de 1690, par la colonie britannique du Massachusetts. Il était alors exprimé en livre sterling, ancienne monnaie de référence...



-Les États-Unis, un leader du Bloc Ouest capitaliste et libéral

- **La reconstruction du système économique mondial porte l'empreinte des États-Unis** : la conférence de Bretton Woods a eu lieu aux États-Unis et toutes les institutions internationales créées (FMI, Banque mondiale, ONU) ont leur siège aux États-Unis. Au FMI, rien ne peut être décidé sans l'accord américain puisque les États-Unis, première puissance économique mondiale, possèdent 32 % des droits de vote en 1945. De même, les États-Unis sont les principaux contributeurs du fonds de stabilisation des changes (2,75 milliards de dollars sur 8,8, soit 31 %) et de la Banque mondiale (capital de 3,1 milliards sur 9,1, soit près d'un tiers).
- **Ce nouveau système repose sur les principes du libéralisme « américain »** (doctrine politique et économique fondée sur la défense des libertés individuelles et, sur le plan économique, sur la libre concurrence et la faible intervention de l'État) **et du capitalisme** (recherche du profit).
- **Néanmoins, dans les pays développés, la croissance des Trente Glorieuses est soutenue par l'intervention de l'État** qui s'efforce de réguler les cycles économiques dans la lignée des idées keynésiennes.
- **Par ce nouveau système, les États-Unis peuvent écouler leurs productions sur les grands marchés mondiaux**, en particulier en Europe qu'ils s'empressent de reconstruire (Plan Marshall : 13 milliards de dollars versés aux pays d'Europe occidentale via l'OECE de 1948 à 1952).
- **En effet, les pays en reconstruction ont un déficit commercial avec les États-Unis** (ce qui crée un *dollar gap*, « manque de dollar ») qui menace l'économie mondiale – et la prospérité américaine. Le Plan Marshall compense en partie ce déficit et se manifeste par un flux continu de liquidités vers l'Europe (eurodollars : dépôts libellés en dollars auprès d'une banque établie hors des États-Unis).

-Une suprématie américaine sur l'ordre économique à relativiser

- En ce début de guerre froide, le libéralisme et le capitalisme ne triomphent pas partout, en particulier dans le **Bloc Est communiste** (dominé par l'URSS et la Chine populaire). L'URSS et les démocraties populaires quittent le FMI en 1946. Au Plan Marshall américain répond le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM/Comecon) fondé par les Soviétiques en 1949.
- Lors de la Conférence de Bandung (1955), **les pays non-alignés** nouvellement indépendants réclament un système économique international plus juste. Ils se regroupent ensuite à l'ONU dans un **G77** (groupe de 77 pays) pour réclamer l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial » favorable aux pays en développement (juin 1964).



- En 1960, la création de **l'OPEP** (Organisation des pays exportateurs de pétrole) montre que les grands producteurs de pétrole souhaitent pouvoir exercer un poids sur les prix de cette énergie, et ne pas laisser faire le marché.
- En 1965, **le général DE GAULLE (France)** critique le système monétaire international plus favorable aux États-Unis car il leur permet d'émettre des dollars pour régler leurs dettes et financer les investissements (ex. guerre du Vietnam).
- Cependant, **dès les années 1960, la quantité de dollars en circulation est supérieure aux réserves d'or des États-Unis.**

II] De nouvelles formes de coopération économique au temps des crises (1973-années 1990)

A) Les transformations de l'ordre économique mondial à partir des années 1970

-La fin de la parité fixe entre les monnaies (1971-73)

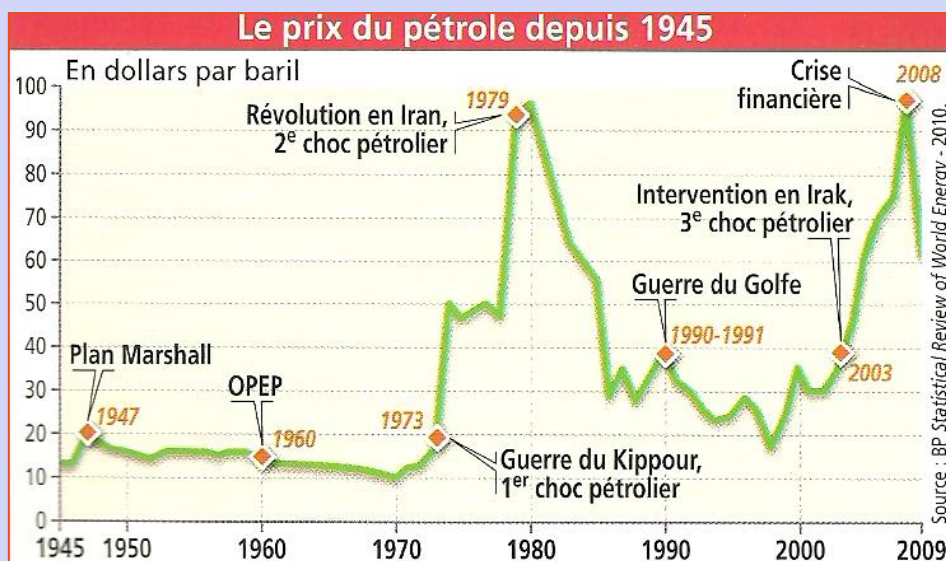
- Pour **faire face aux dépenses liées entre autres à la guerre du Vietnam**, le président américain Richard NIXON décide en 1971 de surtaxer de 10 % toutes les importations américaines : cela revient en fait à dévaluer le dollar de 10 % et conduit à la suspension de sa convertibilité en or, sans que le FMI ne soit consulté.
- **En 1973, les États-Unis décident de faire fonctionner « la planche à billet »**, c'est-à-dire imprimer de nouveaux billets pour financer des investissements (et la guerre). Cela rend impossible le maintien de parités fixes entre les monnaies ; l'autre conséquence est la diminution du stock d'or
- Parallèlement, **le département du Trésor américain émet des bons du Trésor**, emprunt contracté auprès des particuliers. Cela lui permet de financer les déficits public et commercial.
- Ainsi, au début des années 1970, c'est l'ordre établi à Bretton Woods qui est bouleversé : désormais, la valeur des monnaies fluctue sur un marché des changes où le dollar reste encore une référence. **En**





1976, les accords de la Jamaïque entérinent le flottement généralisé des monnaies et la fin de la liaison or-monnaie.

-Les chocs pétroliers (1973 et 1979)



- **En octobre 1973**, lors de la guerre du Kippour (Israël), les États arabes, réunis au sein de l'OPEP (créée en 1960), décident de multiplier le prix du baril de pétrole par 4 : c'est le **1^{er} choc pétrolier**.
- **Le 2^e choc pétrolier a lieu en 1979**, dans le contexte de la prise de pouvoir des islamistes en Iran.
- Ces chocs traduisent **la volonté de l'OPEP de reprendre la main sur des gisements jusqu'alors contrôlés par les Occidentaux**.
- Ces chocs secouent violemment la croissance des pays industrialisés occidentaux, fortement dépendants de cette « nouvelle » source d'énergie : **c'est la fin des Trente Glorieuses**.

-De nouveaux acteurs dynamiques sur la scène économique mondiale

- Les années 1970 correspondent au **développement du Japon et à l'ouverture progressive de la Chine** (Deng XIAOPING)
- Il s'agit aussi d'une **décennie d'émergence des pays du Tiers-Monde** qui produisent généralement des matières premières (minerais, agriculture). En fait, depuis 1967, la croissance des pays développés ralentit car ils sont moins compétitifs face à des pays en développement à bas salaires où quelques multinationales commencent à s'installer



- **Un monde à 2 vitesses s'observe** (cf. Nicolas BAVEREZ, *Les Trente Piteuses*, 1998) :

- > des pays « nouveaux » dynamiques

- > des pays industrialisés en crise : inflation forte, recul de la consommation et de la production, chômage...

B) Une coopération économique limitée à quelques espaces

-Les pays industrialisés coopèrent face aux crises : le G7 (1976)

- Face aux crises, **les pays industrialisés tentent de coopérer** pour éviter un retour au protectionnisme et maintenir le libre-échange.
- Sous l'impulsion du président français Valéry GISCARD D'ESTAING, les chefs d'État et de gouvernement de la RFA, de l'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Japon **se réunissent à Rambouillet en novembre 1975**. Ils prennent des décisions stratégiques sur des sujets économiques et financiers.
- En 1976, ce type de sommet s'élargit au Canada : **c'est la naissance du G7** (groupe des 7 pays les plus riches). Celui-ci traite avant tout des questions monétaires, de l'inflation, du protectionnisme, de l'emploi, de l'aide au développement et des questions énergétiques.
- Cependant, **ses résultats sont plutôt médiocres**. Les décisions restent modestes et se limitent à des déclarations de principes. Le G7 est perçu comme un « club des riches » qui exclut les autres États de la gestion économique mondiale.

-Le Tiers-Monde revendique un droit au développement (1974)

- Les pays du Tiers-Monde coopèrent également de façon périodique et ce, depuis **les conférences de Bandung (1955) et de Belgrade (1961)**.
- Dans les années 1970, leur coopération prend place au sein de l'ONU où ils forment un **G77 (groupe de 77 pays)**.
- **En 1974, ils réclament un commerce plus juste en leur faveur** (ils critiquent les fluctuations de prix de leurs exportations de matières premières en fonction des cours du marché) **et un droit au développement dans un nouvel ordre économique mondial**. De même, ils dénoncent les quotas d'importation fixés par les pays riches pour se protéger de la concurrence des pays en développement (et le GATT laisse faire). De même, l'agriculture (PAC en Europe occidentale) et les services échappent à la libéralisation des échanges, rendant la concurrence limitée.



- Les conférences internationales consacrées au développement se multiplient mais, à cause de leurs problèmes économiques, **les pays industrialisés riches diminuent fortement la part de leur revenu consacré à l'aide au développement.**

-Des associations régionales plus ou moins structurées

- Ces États du Tiers-Monde peuvent **se réunir dans des zones d'intégration économique où leurs intérêts sont défendus** :
 - >ASEAN (Asie) depuis 1967
 - >OPEP (1968)
 - >Communauté andine (1969)
 - >Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (1975)
- En Europe, **la CEE** renforce ses structures démocratiques (élections au suffrage universel des députés européens en 1979), s'élargit au Royaume-Uni (1973) et promeut le libre-échange.

C) Une accélération de la mondialisation dans les années 1980

-La « vague néolibérale » : le recul de l'État dans le domaine économique

- Face aux crises économiques, **certains chefs d'État considèrent que les politiques keynésiennes ont échoué** et misent sur une réduction de l'intervention de l'État dans l'économie.

- Ainsi, le président américain **Ronald REAGAN** (1980-1988) et la Premier ministre britannique **Margaret THATCHER** (« Dame de fer », 1979-1990) suivent des politiques néolibérales fondées sur la défiscalisation et la déréglementation des échanges.



- **Cela ne permet cependant pas de réduire le chômage dans une Europe qui poursuit sa désindustrialisation.**

-En conséquence, une accélération de la déréglementation des échanges et des transactions financières

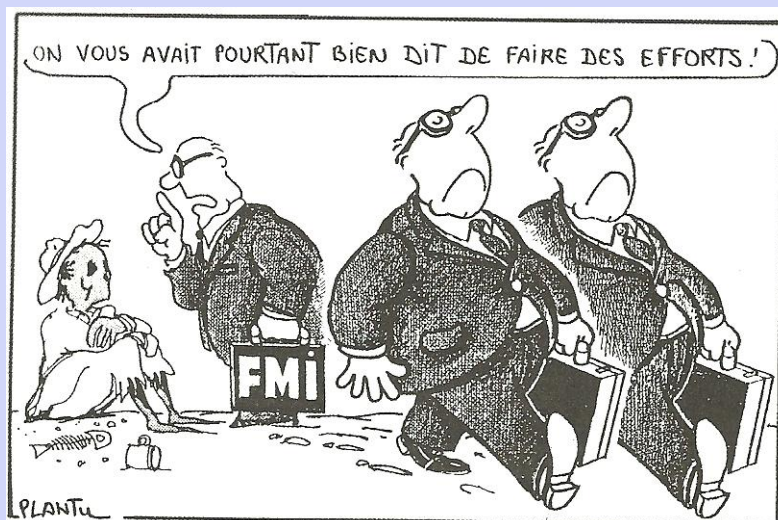
- L'extension du commerce mondial – et la victoire de l'idée de libre-échange – s'organise sous l'égide du GATT. **Les flux d'IDE passent de 25 à 200 milliards de dollars au cours des années 1980.**



- **Les entreprises commencent à organiser leur production à l'échelle mondiale** : c'est la naissance concrète des FTN. Ainsi, la mondialisation remet en cause le pouvoir des États dans le domaine économique : les flux de capitaux et d'information explosent sans tenir compte des frontières nationales.
- **La déréglementation des activités financières s'accompagne de l'informatisation des marchés** : on fait désormais confiance aux capacités d'autorégulation des marchés et au contrôle d'autorités indépendantes des États : banques centrales, agences de notation...
- **Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays choisissent ainsi la voie néolibérale en optant pour la dérégulation** (suppression ou simplification des contrôles sur les acteurs financiers – Bourse, banques, assurance, etc. – et les autres entreprises pour encourager la concurrence et l'innovation), réduisant les impôts et privatisant les entreprises publiques (TF1, Saint-Gobain, Paribas, Société générale en France en 1986-88).

-La redéfinition des attributions des institutions économiques mondiales

- Au cours des années 1980, **les institutions de Bretton Woods** participent aussi à l'essor du libre-échange et à l'ouverture de tous les marchés au commerce mondial, en particulier les pays du Tiers-Monde. Elles **deviennent des instruments de contrôle des politiques publiques des pays endettés**.
- Ainsi, face aux crises et à l'explosion de la dette dans certains pays d'Afrique et au Mexique (1982), le FMI et la Banque mondiale conditionnent en effet l'aide économique à des efforts : les pays bénéficiaires doivent se soumettre à des plans de reprise économique fondés sur la restriction des dépenses publiques et sur l'ouverture aux échanges (on parle de « **Plans d'ajustement structurel** »).
- **Ce système « donnant-donnant » est appelé « consensus de Washington »** et s'inspire des idées **néo-libérales** de l'économiste américain John WILLIAMSON et du « monétariste » Milton FRIEDMAN (1912-2006), prix Nobel d'économie en 1976, qui prônent l'autorégulation des marchés et dénoncent le rôle et le poids des Etats.



Caricature de PLANTU, *Le Monde*, 1996



- **Ces mesures imposées aux États endettés ont été rapidement critiquées**, la rigueur budgétaire aggravant souvent la pauvreté.
- **En outre, le virage néolibéral entraîne un déclin de la coopération économique puisque l'intervention du politique dans l'économie est désormais critiquée.** Les mouvements de capitaux ont désormais une totale liberté et l'économie échappe au contrôle des gouvernements.

III] A la recherche d'une vraie gouvernance économique mondiale depuis les années 1990

A) Le monde multipolaire et la compétition économique mondiale : nouvelles réalités depuis les années 1990

-Le triomphe du libéralisme et du libre-échange depuis les années 1990

- L'entrée dans la décennie 1990 marque la **dissolution de l'URSS** (décembre 1991) qui coïncide avec la fin du monde soviétique et de l'économie collectiviste dans une grande partie du monde : les pays du Bloc Est amorcent une transition vers l'économie libérale.
- **Moins de 10 ans plus tard, la Russie rejoint le club des 7 grandes puissances mondiales** : le G7 devient le G8 (1997).
- **Les accords de Marrakech (1994) symbolisent la victoire du libre-échange** : 124 pays s'entendent sur la réduction de tarifs douaniers, la libéralisation des services et la libre-concurrence dans le domaine agricole
- **Le GATT devient une véritable organisation avec plus de poids en 1995 : l'Organisation mondiale du commerce (1995).** A l'OMC, tout Etat membre dispose d'une voix, ce qui permet à des pays pauvres de porter plainte contre des pays industrialisés. Mais les procédures sont longues et complexes, et les pays pauvres manquent de moyens pour faire valoir leurs droits.
- En parallèle, **l'ONU élargit le champ de son action et intervient dans le domaine économique en favorisant le dialogue international sur les problèmes planétaires** : sommet de la Terre à Rio (1992 : développement durable) ou protocole de Kyoto (décembre 1997 : gaz à effet de serre).



-Émergents et émergés face aux vieilles économies occidentales

- Dès les années 1980, **la croissance de l'économie mondiale n'est plus portée par les pays industrialisés occidentaux** qui voient leur rythme de croissance ralentir.
- Le premier groupe de pays non-occidentaux mis en valeur porte le nom des « **Quatre dragons asiatiques** » (**Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan**) ou « Nouveaux pays industrialisés d'Asie » : ils sont considérés comme développés à partir des années 1990.
- **Les « Bébé tigre »** (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Viêt Nam) ou « Nouveaux pays exportateurs » sont considérés comme un modèle de réussite économique à la fin des années 1990
- En 2001, un économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs, **Jim O'NEILL**, propose le **sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine)** pour désigner les pays dont le poids économique mondial explose (16 % du PIB mondial en 2001, 27 % en 2011). L'Afrique du Sud est incluse dans le groupe en 2011 (BRICS).
- Dernier groupe en date, **les CIVETS regroupent la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud** ; l'acronyme est inventé par Robert WARD de l'Economist Intelligence Unit (2009) mais demeure encore peu utilisé.
- En tous les cas, **ces pays émergents contestent l'hégémonie du G7** et veulent que leur poids croissant dans l'économie mondiale soit pris en compte. Ils obtiennent en 1999 la réunion régulière d'un G20 mais peinent à obtenir la baisse des subventions agricoles accordés par les pays riches à leurs agriculteurs et qui faussent la concurrence.

-Des crises plus ou moins localisées

- **Au cours des années 1990, le FMI doit intervenir dans plusieurs crises économiques nationales ou régionales :**
 - >en 1994, le Mexique sombre dans une crise financière qui se répercute à l'ensemble de l'Amérique latine
 - >en 1997, la panique s'empare des marchés asiatiques
 - >en 1998, de grandes banques russes font faillite à cause d'investissements douteux en Asie
 - >en crise depuis 1999, l'Argentine se déclare en faillite



- **En 2007, la crise des subprimes (prêts immobiliers)** aux États-Unis se transforme en crise financière puis économique aux répercussions mondiales.

B) Prendre en compte les acteurs de la société civile dans la prise de décision économique

-L'influence croissante des FTN, des ONG et des scientifiques

- Nées dans le monde anglo-saxon, **les Organisations non-gouvernementales (ONG)** sont reconnues pour un rôle consultatif par l'ONU dans sa charte de 1946 (article 71) puis pour un rôle opérationnel en 1968. Ces ONG se développent, se diffusent et se structurent dans les années 1980, sur la base de réseaux associatifs multinationaux souvent humanitaires (Croix-rouge, Médecins du Monde, Amnesty) ou environnementaux (Greenpeace)
- **Sous l'influence des scientifiques (GIEC par exemple)**, le développement durable est devenu un horizon incontournable (cf. normes environnementales, COP21) même si les Etats-Unis demeurent réticents (TRUMP).

-Remettre en cause la mondialisation : anti-mondialisme et alter-mondialisme

- **Le mouvement antimondialiste** (mouvement politique et social fondé sur l'anticapitalisme et le rejet de la mondialisation incarné par le FMI, le G8, les FTN...) **se développe au cours des années 1990** : en 1999, 40 000 personnes manifestent lors d'un sommet de l'OMC à Seattle contre la « dictature des marchés financiers ».
- L'alter-mondialisme est plus modéré : plutôt que de rejeter la mondialisation, ce mouvement politique et économique cherche à modifier les règles du commerce mondial en se basant sur la solidarité, l'éthique et l'écologie. **Le mouvement altermondialiste se développe au cours des années 2000** : beaucoup d'antimondialistes deviennent altermondialistes et de grands rassemblements sont organisés comme à Porto Alegre (Brésil) en 2001 (1er Forum social mondial : « Un autre monde est possible »).
- **Ces mouvements** (comme ATTAC – Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne – fondée en 1998) **bénéficient en fait de la mondialisation** puisqu'ils s'organisent à l'échelle mondiale grâce aux réseaux d'échanges et de communication.

-Les organisations internationales tentent d'écouter et de prendre en compte ces nouveaux acteurs

- Fondé en 1971, **le Forum économique mondial de Davos (Suisse)** réunit des dirigeants d'entreprise, des responsables politiques du monde entier ainsi que des intellectuels et des journalistes, afin de débattre des problèmes économiques les plus urgents de la planète. En 2001, au



Forum économique mondial, le secrétaire général de l'ONU, Kofi ANNAN, propose un pacte mondial entre l'ONU et les milieux d'affaires.

- En janvier 2009, son successeur, **Ban KI-MOON**, explique que « *notre époque exige une nouvelle coopération internationale entre tous, gouvernements, société civile et secteur privé, travaillant ensemble pour le bien collectif* ».
- Reconnus acteurs majeurs de la gouvernance économique, **certains dirigeants de FTN s'engagent, face à la pression des ONG, à respecter les droits de l'homme, les normes internationales du travail et de l'environnement** (ex. : Nestlé).

C) *Une remise en cause du monopole des États sur les décisions économiques mondiales ?*

- **La mondialisation pose de nombreux défis aux États :**

-Terrorisme.

-Concurrence sans entraves d'où délocalisations. La croissance dépend de plus en plus des investissements étrangers. Or, les difficultés d'une banque ou d'un Etat, ainsi que de nombreux paramètres (agitation sociale, problèmes conjoncturels...) peuvent entraîner la défiance des investisseurs et la fuite des capitaux.

-Obligation de mise en place de normes (sanitaires, techniques...).

-La crise économique et financière (2007-08) : les États dominés par les marchés ?

- **Joseph STIGLITZ** (prix Nobel d'économie en 2001) **analyse la crise comme une défaillance de la gouvernance mondiale** : les États seraient impuissants face aux réactions des marchés et à la puissance des FTN. En 2000, Paul KRUGMAN (prix Noble d'économie en 2008) explique que « les crises reviennent toujours », la finance mondiale étant capable de déstabiliser des économies en plein essor.
- La crise a mis en lumière des **agences de notation** (Moody's, Standard & Poor's) capables d'indiquer si l'investissement dans un pays est plus ou moins sûr et de jouer ainsi sur l'avenir de celui-ci.
- Quoi qu'il en soit, **les États souhaitent combattre collectivement la crise** : au sommet du G20 de Pittsburgh (États-Unis) en 2009, les chefs d'États et les représentants des grandes organisations internationales souhaitent coordonner leurs efforts, en luttant contre les paradis fiscaux et en renforçant le rôle du FMI. Il marque aussi la volonté d'intégrer les pays émergents aux processus de décision (le FMI s'ouvre aux émergents en 2010).



-Le rôle des États demeure important

- Face à la crise, **les États ont pu décider de sauver les banques privées** (aux États-Unis par exemple).
- **Les politiques de rigueur budgétaire ont été décidées par les États**, bien qu'elles soient parfois imposées par les organisations internationales (FMI ou « troïka » européenne dans le cas de la Grèce = Commission européenne + Banque centrale européenne + FMI).
- **En fait, il apparaît que la gouvernance reste très limitée** : lors des sommets ou au sein des institutions, chaque État cherche surtout à défendre ses intérêts avant tout. La décision bilatérale de la Chine et du Japon d'abandonner, en 2012, le dollar au profit de leurs monnaies, pour les échanges commerciaux, montre bien les limites de cette gouvernance économique.

-Repenser et équilibrer la mondialisation

- Les années 2010 ont vu apparaître de nouvelles fractures au sein des classes politiques occidentales. **Au clivage gauche-droite tend à se substituer une opposition entre mondialistes et altermondialistes**. Les populismes récents (Donald TRUMP, Viktor ORBAN en Hongrie), le BREXIT au Royaume-Uni révèlent une remise en cause certaine de la mondialisation pour une partie de l'opinion, opposant les vainqueurs (classes moyennes supérieures, élites, hommes d'affaires) et les « vaincus » de la mondialisation (classes populaires).
- Parallèlement, les États cherchent à prendre en compte les aspirations de l'opinion et les investigations des médias et de la société civile. C'est le cas avec **les paradis fiscaux et les systèmes d'optimisation fiscale** (révélés par les *Panama Papers* et les *Paradise Papers*).
- Cependant, l'encadrement de la mondialisation suppose une concertation et une forme d'unanimité des États, ce qui reste complexe. A titre d'exemple, si **la taxe Tobin** (suggérée par le keynésien américain James TOBIN, prix Nobel d'économie en 1972 ; elle vise à taxer les transactions financières pour limiter leurs effets ou en redistribuer les profits) est soutenue par la France, l'Allemagne ou l'Espagne, elle est rejetée par les Britanniques ou les Danois.